



**FSU FINANCES**

**STINTU DI U POPULU**



**CAHIER SPECIAL PROTECTION SOCIALE**

**BAISSER LES CHARGES C'EST  
BAISSER LES SALAIRES !**

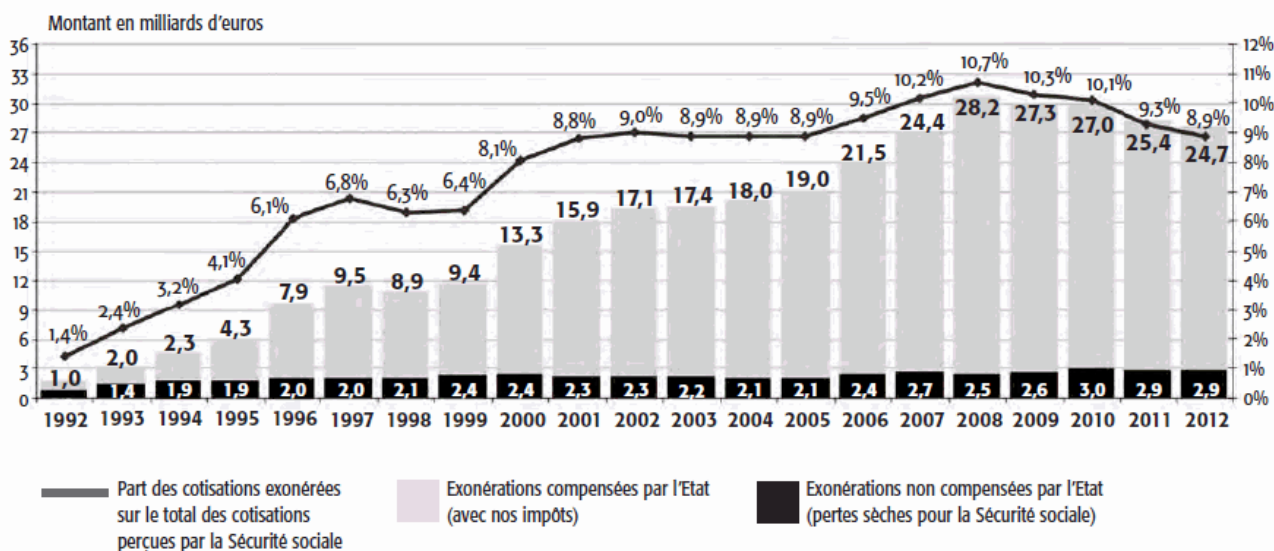
**Dossier réalisé par la FSU FINANCES CORSICA SUTTANA**

Depuis des années, on assiste à une gigantesque manipulation de masse orchestrée par le MEDEF, les gouvernements, et relayée sans cesse par les médias tous aux ordres des grandes firmes. Il faudrait baisser le coût du travail pour faire baisser le chômage. Et depuis 20 ans, et des centaines de milliards d'euros de cadeaux au grand patronat plus tard, le chômage n'a jamais cessé d'augmenter. De toute manière, plus on diminue le pouvoir d'achat de la population, moins celle-ci peut consommer. Or la consommation est le moteur de la croissance en France. Et sans croissance, pas de baisse du chômage. Donc cette volonté continue de vouloir baisser le "coût du travail" est stupide et criminelle. Il y aura toujours sur la planète un travailleur plus exploité encore, avec toujours moins de droits collectifs attachés à son contrat de travail, et qui sera désigné pour produire encore moins cher.

Par ailleurs, qu'est-ce que le coût du travail ? C'est du salaire ! Une partie, le salaire net, est perçue par le salarié. Et une partie, est différée (les cotisations salariales et patronales) servant à alimenter notamment **les 4 branches de la sécurité sociale fondée en 1945 : retraite, accident du travail, maladie, famille**. Depuis 1992 et la ratification du Traité de Maastricht (est-ce un hasard ?), les gouvernements successifs, au nom de la lutte contre le chômage qui n'a jamais fonctionné par des politiques d'offre, n'ont eu de cesse de se permettre d'autoriser par la loi le patronat à ne pas payer une partie des salaires, la partie différée (en d'autres termes les cotisations patronales, que eux appellent des charges !).

### Les exonérations patronales de cotisations de Sécurité sociale de 1992 à 2012

Source : Acoff-Urssaf



On le voit sur ce graphique (les sources sont on ne peut plus officielles : ACOSS-URSSAF) : **en 21 ans de 1992 à 2012, 324,5 milliards d'euros ont été volés par le patronat sur le salaire différé et socialisé** de toute la population, avec l'encouragement et la bénédiction de l'ensemble des gouvernements. Quelles conséquences ? Et bien plusieurs centaines de milliards d'euros à trouver sur le budget de l'Etat financé essentiellement (à plus de 90 %) par des ressources prélevées sur les travailleurs pour compenser ces cadeaux. **En d'autres termes, par l'impôt on fait payer aux travailleurs leurs propres salaires !** Car oui, ces cotisations patronales sont du salaire... différé sous forme de prestations que chacun pourra percevoir en fonction de ses besoins (maladies, retraites...).

Et, on le voit également, sur ce graphique, l'Etat n'a pas entièrement compensé ses cadeaux faramineux au grand patronat : **il y a un manque à gagner cumulé sur la période de 46,7 milliards d'euros !** Et bien ça y est, on l'a retrouvé le fameux trou cumulé de la sécurité sociale ! Cela n'a donc rien à voir avec le fait qu'on irait trop chez le médecin, que l'on consommerait trop de médicaments, que l'on vivrait plus vieux et plus longtemps à la retraite, que les fonctionnaires ne cotiseraient pas assez... et j'en passe et des meilleurs (dans tous les journaux de la presse écrite, radiophonique et télévisée du matin au soir !). En fait cela a tout à voir avec la politique continue de baisse du coût du travail au profit d'une minorité, et sans jamais faire baisser le chômage.

**Alors sans cette politique désastreuse de pillage systématique, où en serions-nous ?** Et bien probablement avec une retraite à taux plein à 60 ans, sans décote et avec 35 annuités de cotisations ! Avec des médicaments tous remboursés à 100 %. Sans aucune franchise médicale sur les boîtes de médicaments, les consultations ou les hospitalisations. Avec des accidents du travail bien mieux indemnisés. Sans jours de carence, pour personne, dans le privé et le public... Et avec 100 maternités qui n'auraient pas fermé en 5 ans, un hôpital neuf à Ajaccio et un à Bastia, des urgences non surchargées, des personnels mieux payés... bref chacun peut continuer cette liste. Nous vivrions en tout cas tous dans un monde bien meilleur, et avec un avenir plus radieux.

Nous devons arrêter ce massacre et récupérer notre dû. Aucun gouvernement n'a le droit de se mêler de ce qui ne lui appartient pas. **La sécurité sociale, financée par le salaire socialisé et différé, n'appartient ni à l'Etat ni au gouvernement.** Elle appartient à l'ensemble des travailleurs, dépositaires de cette "caisse commune et solidaire". Pourtant le duo HOLLANDE-GATTAZ vient d'annoncer que d'ici 2017 c'est une branche complète de la sécurité sociale qui ne serait plus financé par du salaire différé (et qui sera donc amené à disparaître ou fortement diminué pour rembourser des déficits creusés par tous ces cadeaux aux plus riches) : il s'agit de la branche famille. De quel droit ? Encore 36 milliards de cadeaux supplémentaires par an : encore 36 milliards que l'on nous vole à tous ! Encore une partie des 36 milliards qu'il faudrait faire payer aux travailleurs par leurs impôts. Et encore de nouveaux déficits creusés qui justifieront tous les reculs sociaux. Encore l'appauvrissement des consommateurs qui mettent tout leur argent dans ce qui était financé collectivement auparavant (comme les médicaments). Donc encore de la consommation en moins pour des produits manufacturés par exemple. Et encore plus de chômeurs donc, car sans débouchés, pas de production. Le chômage continuera donc d'augmenter. Et le patronat réclamera encore de nouvelles baisses du coût du travail... Ce processus criminel est sans fin ! **La prochaine branche complète dans le viseur : la branche maladie.** Cette politique c'est le début de la fin de la démocratie et le début tout court de la barbarie. Il faut les arrêter. Il n'y a rien à discuter, ni à négocier sur cette question. La sécurité sociale, ses 4 branches, ses 460 milliards d'euros par an de budget appartiennent à tous les travailleurs, et à eux seuls, c'est leurs salaires !

## ILS ONT DIT

**Denis KESSLER (ancien vice-président exécutif du MEDEF de 1998 à 2002) :** *"La liste des réformes (à faire, nldr) ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance" (dans Challenges, n°94, 4 octobre 2007, p.38).* Pour lui, la France sous Vichy et l'occupation nazie était bien mieux ! Un programme corporatiste d'association du capital et du travail avec parti unique et syndicat unique ! Voilà le programme du MEDEF.

**François HOLLANDE :** *"Je propose un pacte de responsabilité aux entreprises, fondé sur un principe simple : moins de charges sur le travail. (...) La sécurité sociale doit en terminer avec les excès et les abus" (31 décembre 2013).*

**Pierre GATTAZ (président du MEDEF) :** *"Il y a deux postes qui pèsent sur le travail de manière absurde : la famille et la maladie" (6 janvier 2014).*

**Pierre GATTAZ :** *"Nous avons salué le pacte de responsabilité que nous a servi le président de la République le 31 décembre et qui était inspiré, je ne le dis pas trop fort, du pacte de confiance que nous lui avons apporté sur un plateau" (17 janvier 2014).*

Pierre GATTAZ parle de créer un million d'emplois en échange (sans engagement ferme, bien évidemment mais les promesses n'engagent que ceux qui les croient). Nous rappelons ici qu'en **1986**, son père Yvon GATTAZ, alors président de l'organisation patronale ancêtre du MEDEF, le CNPF, avait exigé la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (délivrée par l'inspection du travail) en promettant en échange la création de 350 000 emplois. On les attend toujours !

**Jérôme GUEDJ (député PS) :** répond à la question d'un journaliste *" Les allégements annoncés de cotisation produiront-ils sur la compétitivité et l'emploi les effets attendus ? "* Réponse : *" Ni les modèles théoriques ni les expériences empiriques ne le démontrent. En réalité, il s'agit plus d'une politique de restauration des marges " (17 janvier 2014).*

Il ajoute : *" Les exigences croissantes en termes de rendement du capital sont estimées à 95 milliards en 2011 (...). Si l'on rapporte ces 95 milliards aux grandes masses de notre système de protection sociale, cela équivaut au cumul des cotisations patronales finançant la branche famille et la branche maladie ".*

## ET PENDANT CE TEMPS

Le CAC 40, principal indice de la Bourse de Paris, a clôturé le 30 décembre 2013 avec une progression de 17 % sur les douze derniers mois. La hausse est la règle pour toutes les places boursières : Francfort + 25 %, Londres + 14 %. Les indices de la place de New York affichent + 25 % pour le Dow Jones et + 35 % pour le Nasdaq. Enfin, le Nikkei atteint à Tokyo + 57 %.

Selon le classement annuel établi par l'agence de presse américaine Bloomberg, rendu public le 2 janvier, la fortune des trois cents personnalités les plus riches du monde s'est élevée, en 2013 à 3 700 milliards de dollars. Soit 524 milliards de dollars de plus qu'en 2012 ! Par comparaison le budget annuel de la France est de 350 milliards de dollars. Mme Liliane BETTENCOURT est toujours la plus riche du pays. Elle se classe au quinzième rang mondial, avec 34,1 milliards d'euros (toute la branche allocations familiales de la France à elle toute seule !). Vient ensuite Bernard ARNAULT (groupe LVMH) avec 32,1 milliards (il est à la dix-huitième place mondiale).

Selon John CASTIMATIDIS, le fondateur milliardaire de Red Apple Group, *"les riches vont continuer à s'enrichir en 2014. Les taux d'intérêt resteront bas, les marchés boursiers continueront d'augmenter".*

**Et on comprend avec quels mécanismes : prendre aux pauvres et donner aux riches !**